

L'Afrique : entre défis et succès potentiels, loin des fatalités

samedi 3 octobre 2015, par [Pascal Le PAUTREMAT](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Pascal Le PAUTREMAT](#), **L'Afrique : entre défis et succès potentiels, loin des fatalités**,

Diploweb.com : la revue géopolitique, 3 octobre 2015.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Plus de 30,3 millions de km² en intégrant les espaces insulaires, une population de plus de 1,1 milliard d'habitants... Un continent qui rassemble quelques 2 500 ethnies et, surtout, qui bénéficie de richesses naturelles considérables.

L'Afrique, de par ses richesses et son potentiel humain, dispose de multiples atouts susceptibles de lui permettre un sursaut inégalé. Mais, incontestablement, des dysfonctionnements la paralysent. Porter son regard sur l'Afrique, en cette période géopolitiquement trouble, ne doit pas laisser le champ à la fatalité, sentiment trop largement partagé par des médias anxieux. Au contraire, les changements sont possibles, à condition de donner le champ libre à des mentalités plus sensibles à une démarche véritablement collégiale. Cet article est illustré d'une carte de Charlotte Bezamat-Mantes, "L'Afrique : un continent "riche" miné par les fractures économiques et sociales", disponible sous deux formats, JPEG et PDF.

LES dysfonctionnements que connaît l'Afrique résultent essentiellement des processus économiques en vigueur, portant toujours et encore sur les dérives des politiques de captation des ressources naturelles et énergétiques. Ces politiques sont appliquées par des multinationales occidentales et asiatiques, sans véritable redistribution des richesses, sur fond de dégradation de la situation sécuritaire. Autant de paradigmes qu'il faut en effet changer pour un futur plus équilibré et constructif.

Aussi, au cours de notre réflexion, nous insisterons tout d'abord sur l'impact sur l'Afrique de plusieurs siècles d'histoire et d'influence occidentale. Puis, nous ferons le point sur l'état socio-démographique disparate de l'Afrique, avant de nous pencher, dans un troisième temps, sur les politiques des multinationales et leurs conséquences, à travers le continent noir. Enfin, il s'agira de souligner que l'Afrique n'est pas non plus fataliste et que s'affirment dorénavant des initiatives économiques, émanant des Africains eux-mêmes, en faveur à la diversification des projets comme des partenariats avec les pays extra-africains.

L'empreinte de cinq siècles d'influence majoritairement occidentale

[L'Afrique](#) est imprégnée du processus de pénétration puis de colonisation sur près de cinq siècles, pour connaître son apogée entre la fin du XIXe siècle et le milieu du XXe siècle.

Au gré des siècles, l'Afrique est longtemps considérée comme un réservoir de main d'œuvre. Les Arabes amorcent l'esclavagisme dès le VII^{ème} siècle, les puissances européennes, notamment la France, poursuivent cette politique au sein du commerce triangulaire (1750 et 1860) qui voit près de 12 millions de personnes constituer ce qui fut la traite des Noirs ou « trafic de bois d'ébène » [\[1\]](#).

La conquête du continent dit « sauvage » témoigne d'une démarche européenne visant à concrétiser une volonté « civilisatrice », où le christianisme joue un rôle majeur, avec l'évangélisation fortement ancrée au sud du Sahara. Il s'implante face à l'islam. L'animisme pour sa part, s'applique à survivre en s'imprégnant des diverses approches monothéistes.

Dès les années 1880, les Européens s'intéressent de plus en plus aux richesses minières du

continent africain. Ils pénètrent en profondeur les territoires, tout en optant pour une exploitation des ressources au profit des métropoles. D'ailleurs, la mise en valeur des territoires, la création des infrastructures routières et ferroviaires se fait essentiellement au profit des ports, tant pour l'exportation des matières premières que pour l'importation des produits finis. L'organisation même de l'empire colonial français témoigne de cette démarche stratégique [2].

Le continent africain est ainsi partagé par les grandes puissances européennes dès le milieu du XIXe siècle. Ce qui entraîne, de manière plus ou moins artificielle, la création de frontières nouvelles ne respectant pas les royaumes établis, ni les réalités ethniques. Le découpage de l'Afrique s'appuie sur les éléments naturels comme les fleuves, les lignes de crêtes, les espaces désertiques, les méridiens comme les parallèles. Toute la politique des systèmes coloniaux établis oscille alors entre exploitation et mise en valeur, entre politique d'assimilation prônée par l'administration française et politique d'association prônée par les Britanniques.

Le processus colonial s'estompe au milieu du XXe siècle, avec des signes avant-coureurs dès l'entre-deux-guerres (émergence des mouvements autonomistes sinon indépendantistes) avant de décliner au gré de ladite décolonisation. Cette dernière a laissé place à un nouveau mode de partenariats entre pays africains et Etats occidentaux (et asiatiques) ; des relations teintées, selon les cas et les périodes, de néocolonialisme et d'affairisme plus ou moins édifiants. Cela a néanmoins contribué à un développement économique conséquent quoiqu'inégalitaire, puisque la redistribution des richesses a été largement bafouée. Cette dernière caractéristique demeure, malheureusement, récurrente en cette deuxième décennie du XXIe siècle.

[Le poids démographique de l'Afrique est considérable](#), si bien qu'il ne faut pas négliger les conséquences de toutes les politiques menées jusqu'à présent. Ces dernières vont devoir être réajustées car l'Afrique, à l'avenir, va compter de plus en plus sur [l'échiquier mondial](#). Le continent oscille entre christianisme, islam et animisme, sachant que les deux religions monothéistes ont connu un fort développement au cours du siècle dernier [3]. Aujourd'hui, chrétiens et musulmans réunissent respectivement entre 400 à 500 millions de pratiquants.

L'envergure démographique de l'Afrique sur fond de maux et fléaux

La population africaine représente plus de 1,13 milliard d'êtres humains, contre 900 millions encore vers 2010, et 225 millions en 1950 [4].

D'ici la fin du XXIe siècle, la population de l'Afrique pourrait presque quadrupler. Elle devrait atteindre 3,4 à 3,6 milliards en 2100. Un tiers de la population terrestre sera alors africain, contre 1 habitant sur 7 actuellement. Pour autant, le continent africain connaît des disparités de croissance démographique. Cette dernière est par exemple très vive en Afrique subsaharienne [5]. La population y était estimée à plus de 700 millions d'habitants en 2000.

Quant au [taux de mortalité infantile, il est encore de 74 pour 1000 en Afrique](#), contre 44 au niveau mondial (6 pour 1000 en Europe et aux Etats-Unis). En 2050, l'INED (Institut national d'Etudes démographiques) estime que la population en Afrique pourrait atteindre 2,3 milliards. Selon cette projection, le Nigeria se positionnerait alors en troisième position des pays les plus peuplés du globe, avec 433 millions d'habitants [6]. Le Nigeria sera alors derrière l'Inde et la

Chine, qui devraient compter respectivement 1,69 milliard et 1,3 milliard (l'Inde passant alors devant la Chine), et devant les Etats-Unis (423 millions). L'Union européenne, selon les mêmes projections, devrait atteindre les 513 millions d'habitants.

Si l'espérance de vie, en moyenne mondiale, est de 70 ans, elle reste particulièrement basse en Afrique avec 57,5 ans en moyenne, tant les maux y pèsent sur la longévité.

Les pandémies : une menace permanente

Voilà un paradoxe qu'il n'est pas possible d'ignorer : la croissance démographique est assez antinomique avec les capacités alimentaires de l'Afrique, les conditions et cadres de vie, sans ignorer sa vulnérabilité permanente face à diverses pandémies.

Nombre de pays africains sont confrontés à des problèmes endémiques de nourriture, de désertification galopante, en particulier dans l'espace sahéarien, de maladies persistantes et de guerres et crises intestines, sans que les taux de fécondité ne soient sensiblement à la baisse. En cela, la carte qui accompagne l'article permettra au lecteur de visualiser rapidement, les espaces africains que l'on peut considérer comme vulnérables, cumulant maux et fléaux, tout en étant, paradoxalement, riches en ressources naturelles à haute valeur ajoutée [7].



Dans les années 2010, à l'échelle planétaire, on constatait que l'Afrique subsaharienne était la région la plus touchée par le virus du SIDA (syndrome d'immunodéficience acquise), considéré en 2002 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme une pandémie globale. Et en dépit des efforts pour endiguer le SIDA, malgré - depuis peu - une meilleure accessibilité aux antirétroviraux - sachant que les traitements de type trithérapies rétrovirales ont commencé en Occident en 1996 - le virus reste l'une des premières causes de mortalité [8]. En 2011, plus de 90% des enfants atteints par le VIH sont Africains. En trente ans, depuis la découverte du SIDA, 30 millions de personnes sont décédées, dont 20 millions d'Africains. Et la mission de l'ONU (Onusida) estimait, en 2013, que près de 34 millions de personnes, dont 25 millions d'Africains, sont contaminées, avec près de 3 millions de nouveaux cas diagnostiqués chaque année. L'Afrique subsaharienne est la plus exposée, à l'instar du Botswana dont un tiers de la population est séropositive.

Défis médicaux et pharmaceutiques

Le nombre de bénéficiaires de médicaments augmenterait grâce à une meilleure gestion des subventions, notamment au Nigeria et au Malawi. Mais, soyons clairs, les groupes pharmaceutiques doivent encore fournir d'importants efforts pour remplir leur mission intrinsèque et ne pas se focaliser sur leurs obsessions commerciales pour obtenir des marges bénéficiaires toujours très confortables. Leur raison d'être, sur le plan éthique, est bien de

favoriser le bien-être de tout un chacun. Vœux pieux tant la spéculation irrationnelle a sclérosé les logiques de l'économie contemporaine.

Au-delà des politiques commerciales et de la pression des investisseurs, il s'agit aussi de faire reculer les politiques discriminatoires. Les homosexuels et ceux qui ont des pratiques sexuelles représentées comme une « déviance » par rapport aux comportements communément tolérés se trouvent ainsi mis au ban de la société comme au Cameroun par exemple, où dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, à l'instar de l'Afrique du Nord et du [Moyen-Orient](#). Là encore, dans ce domaine comme dans celui de la politique, les dogmes et certitudes ont de lourdes conséquences en matière de santé publique.

Il n'en demeure pas moins que dans divers pays africains, les politiques nationales témoignent d'investissements conséquents dans la lutte contre le sida et les maladies endémiques. Car, il n'y a pas que le sida qui fait des ravages. Le paludisme [9] est la première cause de mortalité en Afrique. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, au regard des estimations de fin 2014, quelque 198 millions de cas de paludisme auraient été enregistrés en 2013. La marge d'incertitude est considérable puisque comprise entre 124 millions et 283 millions. Toujours en 2013, on compte 584 000 décès par le paludisme, avec une marge d'estimation comprise entre 367 000 et 755 000 [10]. Pour la plupart, il s'agit d'enfants. Chaque minute, un enfant meurt du paludisme. Pour autant, la mortalité liée à cette maladie aurait diminué de moitié depuis 2000, sachant qu'auparavant près d'un million de personnes en mourraient.

Les coûts de traitement et de prévention sont lourds pour les pays africains. Il a fallu attendre l'été 2015 pour que soit validé un vaccin destiné à protéger du paludisme. L'accord a été donné par l'Agence européenne du médicament mais l'efficacité du vaccin serait encore toute relative [11]. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) devrait se prononcer à son tour fin 2015. Dans la logique du calendrier, le vaccin pourrait être commercialisé à partir de 2017, en privilégiant les pays les plus vulnérables devant la maladie. A l'inverse, des dysfonctionnements persistent comme le montre la pénurie de vaccins contre la méningite C, au cours de l'été 2015. Les organisations sanitaires, telles la Croix-Rouge, l'Unicef, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ou encore Médecins sans frontières (MSF), considèrent que l'Afrique est exposée, pour 2016, à une vaste épidémie de méningite. L'épidémie sévit déjà depuis plus d'un semestre au Niger et au Nigeria. La méningite C frappe surtout une vaste zone latérale du continent africain, dite « ceinture de la méningite » qui compte 26 pays, du Sénégal à l'Éthiopie. Cela concerne près de 300 millions de personnes. Entre 2010 et 2015, les campagnes de vaccination, certes, efficaces, ont surtout porté sur la méningite de type A. Réunis au sein du Groupe international de coordination pour la méningite (ICG), les organisations médicales appellent à la constitution de toute urgence d'un stock de près de 5 millions de doses de vaccins pour faire face à la prochaine pandémie. Tout relève, une fois de plus, de l'appréciation des groupes pharmaceutiques et de leurs intérêts financiers [12]. Ils profitent du fait qu'ils sont peu nombreux à en produire, Sanofi Pasteur, GSK et Baxter étant les plus connus. Le coût unitaire d'un vaccin est de l'ordre de 25 euros en moyenne, si l'on veut qu'il protège contre tous les sérotypes de méningite.

Il est donc clair que les enjeux socioéconomiques sont déterminants pour l'avenir de l'Afrique. Pourtant, il y a encore beaucoup à faire afin de rendre plus équitable le rapport économique maintenu avec l'Occident. Les relations commerciales, fondées sur les principes du libéralisme, ont dérivé, à partir de la fin de l'ère coloniale, en faveur d'une économie capitaliste et ultra-

libérale.

De la décolonisation aux politiques d'influence des grandes puissances

Depuis les années 1960, le processus de décolonisation n'occulte pas la pérennité des politiques d'influence des grandes puissances. Celles-ci mettent en avant leurs impératifs géostratégiques, la raison d'Etat au profit de l'assurance de leur rayonnement international. Et la France, en particulier, oeuvra des décennies durant pour préserver ses intérêts face à la concurrence anglo-saxonne, et face à l'influence de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) [13].

D'où une floraison de concurrences mutuelles et plurisectorielles : obtention des marchés destinés à l'exploitation des ressources minières, énergétiques ; politiques contractuelles pour vendre des technologies et savoir-faire, des armes, aéronefs et équipements industriels, etc. ... Les marchés porteurs sont évidemment ceux inhérents aux matières premières à haute valeur ajoutée : matières premières énergétiques et minérales, d'importance stratégique : l'uranium, pétrole, gaz, bois... On peut y ajouter le coltan ou colombo-tantalite omniprésent dans les vecteurs de communication (ordinateurs, téléphone mobile, etc.).

Les impératifs de géoéconomie incitent donc à la captation des ressources naturelles autant que de matières premières qui attisent convoitise et concurrence entre grandes puissances via les multinationales.

Enjeux stratégiques et hautes valeurs ajoutées

Si le fait que l'Afrique dispose de [tant de ressources](#) est, dans l'absolu un atout économique majeur sur le champ international, pour le continent, c'est aussi la cause de bien des crises et conflits inter ou intraétatiques depuis des décennies. Un thème qui mériterait une étude à part entière. La carte associée à notre article rappelle cette triste réalité, de manière succincte. L'influence des multinationales dans les conflits locaux, lorsqu'il s'agit de régions particulièrement riches en matières premières, a contribué à pérenniser des crises dites de faible et basse intensités.

La situation d'instabilité récurrente de l'Est de la République démocratique du Congo, ex-Zaïre, en témoigne. Les Nord et Sud Kivu, compte tenu de leurs richesses en minerais divers, focalisent les interventions de milices diligentées par des responsables politiques et économiques, depuis les Rwanda et Ouganda, voisins, pour ne citer que ces seuls exemples, avec en filigrane, des multinationales occidentales et chinoises comme clientes de première ordre. La République démocratique du Congo, notamment dans ses provinces du Nord et Sud Kivu, concentre ainsi près de 80% des réserves mondiales de coltan - pour ne citer que ce minerai - sans parler du cuivre, du manganèse, de l'or, des diamants [14], etc..... Les minerais, désignés communément « Or gris », constituent donc une manne financière gigantesque tant pour les pays africains, propriétaires des gisements, que pour les multinationales. L'Afrique des Grands Lacs reste ainsi la région la plus sinistrée, ce qui a engendré la mort de plus de 7 millions de personnes depuis les années 1990, en intégrant la crise génocidaire Tutsis/Hutus au Rwanda.

Ces dernières années, la tonne de coltan, avec une pureté de l'ordre de 30 % de tantale, s'achète sur les marchés près 60 000 dollars [15]. A la fin des années 1990, sur fond de spéculation autour des nouvelles technologies, le kilogramme de coltan était estimé entre 1 000 et 2 000 dollars. Parallèlement, le kilogramme d'or, avec la crise financière internationale, a retrouvé une valeur de sûreté propice à une inflation de sa valeur boursière [16]. L'once d'or (soit environ 30 grammes) était à 300 dollars en 2001. Le kilo d'or, entre 1999 et 2007, est passé de 8 017 € à 16 224 € environ. Actuellement, il est coté entre 42 000 euros et 55 000 euros.

Légitimement, divers pays africains, comme le Rwanda, misent sur le secteur minier pour disposer de fonds conséquents afin d'assurer leur développement économique. Ce n'est pas sans conséquences sur la répartition des activités sectorielles. Un travailleur chargé d'extraire du coltan, souvent dans des mines à ciel ouvert - mais non sans risque sanitaire car il s'agit d'un produit radioactif - peut gagner plus d'une centaine de dollars en 15 jours, ce qui représente le gain annuel d'un paysan dans la région des Grands Lacs. En août 2015, le régime rwandais de Paul Kagamé prédit que l'exploitation des mines, notamment de coltan, de cassitérite (bioxyde d'étain) et de wolframite (oxyde de tungstène), peut lui rapporter près de 45 milliards de dollars d'ici 2020, au gré de contrats établis avec six sociétés (5 sont rwandaises, une est indienne) bénéficiaires, *in fine*, d'une dizaine de licences d'exploitation. Officiellement, le secteur minier serait la deuxième source de revenus de l'Etat derrière le secteur touristique. Mais le pays ne se limite plus qu'à la seule extraction de minerais. Désormais, il se lance dans la transformation à l'instar de la société rwandaise, Phoenix Metals Ltd, qui procède à la fonte de la cassitérite en étain.

Un autre exemple - parmi bien d'autres - montre que la politique de transformation des matières premières sur le continent africain se développe. En août 2015, un industriel camerounais, Dieudonné Bougne, président directeur général du groupe Bocom, spécialisé dans la distribution des produits pétroliers et le traitement des déchets industriels, faisait savoir qu'il se lançait dans la transformation du fer, via la création de la *Cameroon Steel Manufacturing Company*, créée en décembre 2014.

Autre valeur sûre : le diamant dont près de 50 % de la production mondiale est issue du continent africain et principalement de trois pays : la République sud-africaine (RSA), le Botswana et l'Angola. En Afrique australe, la compagnie sud-africaine De Beers [17], premier groupe mondial de la vente de diamants, exploite de manière industrielle les principales mines et contrôle actuellement la moitié du marché mondial. Chaque année, elle vend pour 4 à 5 milliards de dollars de diamants.

L'Afrique possède la troisième réserve de pétrole au monde, après le Proche-Orient et l'Amérique latine.

Sur le plan des ressources énergétiques, et en évitant l'effet catalogue, soulignons surtout que l'Afrique possède la troisième réserve de pétrole au monde, après le Proche-Orient et l'Amérique latine. [18] L'Afrique dispose ainsi de près de 10% des réserves mondiales de pétrole. Les principaux pays producteurs sont, en Afrique du Nord, l'Algérie, la Libye et

l'Égypte, et, en Afrique subsaharienne, l'Angola, la Guinée équatoriale et surtout le Nigéria. Ce dernier, premier producteur du continent, est au sixième rang des exportateurs mondiaux de pétrole [19]. Outre le Maghreb, c'est bien dans la zone continentale et océanique du Golfe de Guinée que se concentrent les autres grandes réserves africaines en gaz et pétrole. Autant de régions qui n'échappent pas aux multinationales qui y sont présentes par dizaines.

Inégalités et défauts de redistribution des profits

Légitimement, nombre d'intellectuels, à l'instar de René Dumont dans les années 1960, d'analystes et d'hommes politiques dénoncent ou déplorent le peu de considération de la plupart des multinationales pour l'environnement et la préservation des populations. Le Nigeria, par exemple, a subi, au cours des dernières décennies, plusieurs dizaines de marées noires [20]. Celles-ci n'ont fait que nourrir l'animosité des populations du delta du Niger, comme les Ijaws qui ont basculé, pour une partie d'entre eux, dans l'opposition armée et dans une forme de terrorisme économique [21], plus par désespoir que par volonté de nuire.

La pauvreté au Nigéria est considérable puisque les instances internationales considèrent que plus de 100 millions de personnes y sont répertoriées comme pauvres [22]. Pourtant, le pays produit quelques deux millions de barils par jour. Une production d'hydrocarbure qui le hisse au 8ème rang mondial et fait de lui le premier producteur du continent africain, sachant que le pétrole assure à l'Etat près de 70 % de ses recettes budgétaires et 90 % des devises du pays [23].

A l'évidence, l'exemple du Nigéria est édifiant et symptomatique des difficultés rencontrées par de nombreux pays africains : l'exploitation des colossales ressources énergétiques marquée par une répartition inégale des richesses. La corruption, les jeux de clientélisme minent toujours et encore les efforts en faveur d'une meilleure transparence des activités économiques. Il est encore fréquent que les chargés d'affaires de multinationales pétrolières dans le cadre de négociation ou tractation pour l'obtention de marché, versent des « dessous de table » à leurs interlocuteurs en charge du dossier dans les pays visés.

In fine, au regard des bénéfices engrangés, ce sont toujours de groupes minoritaires qui profitent des intérêts financiers et commerciaux. Le Nigéria, pourvu d'un sous-sol riche en gaz naturel, en métaux (fer, plomb, zinc...) et charbon, est ainsi un pays miné par la corruption. Dans les années 2000, il était le seul pays disposant de ressources pétrolières à présenter un déficit budgétaire : en 2003, l'organisation *Transparency International*, cataloguait le Nigéria comme le deuxième pays le plus corrompu au monde, dans lequel seul le quart de la population bénéficiait des revenus tirés de la production et vente de pétrole [24]. Dans les années passées, le régime achetait aussi la stabilité et la suspension du terrorisme économique en versant des fonds à des mouvements rebelles, à l'instar du *Niger Delta People Volunteer Force*, pour que cessent les sabotages des stations de pompage.

Incontestablement, les ressources naturelles de l'Afrique sont la proie de véritables politiques de captations voire de détournements. Comment se fait-il, par exemple, que le Mali soit toujours enregistré parmi les Pays les moins avancés (PMA) alors qu'il produit chaque année près de 50 tonnes d'or [25], qu'il regorge de gigantesques gisements de matières premières, notamment d'or et d'uranium, découverts dernièrement dans l'Adrar des Ifoghas ?

Le Mali dispose de confortables réserves de pétrole, de gaz [26] et de minerais divers dont l'uranium. Autant de matières premières qui intéressent vivement les firmes multinationales américaines, canadiennes [27], italiennes (ENI), française, comme Total, et le groupe algérien Sonatrach. Le Nord Mali, au-delà des questions sécuritaires, dispose d'un sous-sol particulièrement riche en gaz dans les régions de Gao (riche aussi en manganèse), Kidal et Tombouctou. Selon l'Autorité pour la recherche pétrolière (Aurep), il y aurait de 850 000 km² de potentiel gazier et pétrolier. Sans oublier les gisements diamantifères dans les régions de Kayes et de Sikasso, les 2 millions de tonnes de réserves potentielles en minerai de fer dans les zones de Djidian-Kenieba, Diamou et Bale, le 1,2 million de tonnes de bauxite (à Kita, Kenieba et Bafing- Makana. Des traces de manganèse ont été découvertes à Bafing - Makana, Tondibi et Tassiga) et Manganèse, de cuivre, dans l'ouest et le nord, de lithium, dans l'ouest et le sud (Bougouni (région du sud), etc.

En marge de cette situation malheureusement loin d'être exceptionnelle, il faut aussi insister sur les répercussions environnementales des politiques d'extraction et d'exploitations des ressources, sans grande précaution quant aux pollutions engendrées.

Les enjeux humains et environnementaux

On peut citer les répercussions environnementales et sanitaires, au détriment notamment des Touaregs, de l'extraction de l'uranium entre Mali et Niger. Le sujet est loin d'être désuet. Pourtant, on assiste à un *block out* médiatique et gouvernemental surréaliste. Si l'on revient, encore, à l'exemple du Nigéria, les marées noires s'y répètent par dizaines depuis plus de 50 ans, notamment dans le delta du Niger. Des centaines d'oléoducs obsolètes ou mal entretenus déflorent le delta du Niger, rongé par les marées noires. Ces dernières meurtrissent marais et espaces forestiers, sachant que le delta compte près de 606 champs pétrolifères et fournit 40 % du total des exportations de brut à destination des Etats-Unis [28]. Au milieu d'espaces fétides, survivent des communautés de pêcheurs désabusés. Les principales compagnies incriminées sont occidentales, comme Shell et BP ou ExxonMobil. Car les stations de pompes fuient souvent [29]. En mai 2015, un oléoduc d'Exxon Mobil déversait accidentellement 4 millions de litres de brut dans l'Etat d'Akwa Ibom sans que les interventions pour contrecarrer cette pollution ne soient faites dans des délais appropriés.

De même, le pipeline Trans Niger [30] qui relève de la multinationale Shell, fait-il l'objet d'actes de vandalisme, relevant d'une forme de terrorisme économique, avec notamment, l'installation clandestine de conduits de dérivation, pour capter l'or noir. Ces dégradations entraînent aussi leur lot de fuites et pollutions, à répétition. Tous les maux subis depuis des décennies, ont fait tomber l'espérance de vie à 40 ans au sein des populations de la zone deltaïque. De leur côté, compagnies pétrolières et autorités locales se renvoient la responsabilité. Pire, le gouvernement nigérian ne fait quasiment rien pour que la situation évolue en faveur de la revalorisation du territoire. Seules les organisations écologiques s'arc-boutent sur les impératifs de santé publique et de préservation des milieux agricoles et de pêche.

L'Afrique, un continent en pleine croissance économique ?

L'Afrique doit aussi se soustraire aux habitudes établies à l'époque coloniale en faveur des

pratiques de monoculture. Or, les investissements spéculatifs, avec une quête de rentabilité à court terme, n'arrangent en rien la situation globale. Comment ne pas déplorer les jeux de captation et d'achats de terres au Sud-Soudan [31], à des prix dérisoires - quelques centimes d'euro par hectare - tant la perspective de les revendre à prix d'or, dans quelques années, est alléchante pour les spéculateurs face à une raréfaction prévue des terres agricoles en Afrique. Depuis 2000, on estime que 5% de l'espace cultivable africain a déjà été vendu à des entreprises étrangères [32].

Il est clair que l'impact de l'ultralibéralisme sur les économies locales complique le processus de renouveau africain. On ne peut que déplorer les privatisations peu ou pas encadrées, les programmes d'ajustement structurel dans les entreprises, avec les conséquences sociales souvent très négatives. Les successions de plans sociaux pour à la fois mieux résister à la concurrence mais surtout ne pas réduire les marges bénéficiaires des actionnaires, témoignent de dysfonctionnements conceptuels des rouages économiques qu'il faut repenser intégralement ; et pas seulement en Afrique d'ailleurs...

Le poids des milieux financiers, des fonds d'investissement, portés par les logiques de spéculation irrationnelle, dessert gravement la montée en puissance, dans la durée, des économies nationales.

Malgré tout, la croissance économique de l'Afrique semble bien présente. On peut légitimement le penser et l'espérer, au regard du taux de croissance moyen de 4,9% enregistré en 2010, comparé au 3,1% de 2009. Il est vrai que la baisse de croissance en 2009 résultait de la situation de récession économique mondiale (2008 -).

Finalement, l'Afrique est parvenue à absorber l'onde de choc occasionnée par le krach boursier venu du marché américain en 2008 ; krach qui a gangrené les économies occidentales, et européennes en particulier. Certes, le rythme de la reprise, devenue palpable en 2010, a varié selon les pays. L'économie sud-africaine s'est ainsi remise sur pied, rétablie en 2010 avec une croissance à 2,8%, alors qu'elle était à -1,7% en 2009. Un redressement qui a logiquement profité à l'Afrique australe. Cette zone a connu une croissance de production de 3,3% en 2010 contre seulement 0,5% de croissance en 2009. En Afrique de l'Ouest et de l'Est, la croissance s'est maintenue ; grâce au dynamisme économique de pays tels que le Ghana (5,9%), le Burkina-Faso (5,7%) et le Kenya (5%). Et cela, malgré une nouvelle hausse des prix, à l'époque, des produits alimentaires et énergétiques, sachant que les produits énergétiques contribuent à plus de la moitié des exportations totales africaines. Quant à la part de l'Afrique dans le commerce mondial, elle était d'environ 3,2%.

Début 2015, les institutions internationales prévoyaient que pas moins de 25 pays africains allaient connaître, cette année, un taux de croissance de l'ordre de 6 à 13%. Et depuis 2001, la croissance économique sur le continent ne cesse de croître, avec une hausse annuelle de 5% du Produit intérieur brut (PIB) continental. La situation de croissance repose notamment sur l'Afrique de l'Est, bénéficiaire d'un taux de croissance moyen de 7%, suivie de près par l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale avec des taux de croissance compris entre 5 et 6%. Encore faut-il, bien sûr, mettre ces chiffres de croissance économique en relation avec la croissance démographique.

La classe moyenne africaine, selon les études internationales, serait en pleine croissance elle

aussi, réunissant actuellement quelque 300 millions de personnes.

Il est vrai que les IDE (Investissements directs à l'étranger) ont un rôle stratégique majeur dans ce processus de croissance. Ils ont ainsi atteint 50 milliards de dollars en 2013 et 80 milliards en 2014.

L'Afrique est aussi très demandeuse de nouvelles technologies (fibres optiques, téléphonie mobile, etc.). Elle voit des entreprises continentales croître de manière éclatante, à l'instar de Aspen Pharmacie, SPAR Group, Ecobank, sur fond de développement de vecteurs d'activités bancaires adaptées avec les « mobile-banking », comme au Kenya.

Il existe donc des entreprises africaines, nouvelles et novatrices, dans le domaine des services comme dans le domaine des technologies, en quête d'investisseurs africains ou venant d'Occident ou d'Asie. Le Nigeria, le Sénégal, mais aussi le Kenya, la Tanzanie et l'Egypte voient émerger de nombreuses *start-up* qui démontrent combien l'esprit d'entreprendre n'est pas l'apanage culturel des seuls Occidentaux. Les Africains eux-mêmes savent pertinemment qu'il faut répondre aux attentes comme aux cadrages standardisés des marchés mondiaux.

Un désir d'autonomie et d'influence à l'international

Depuis une décennie, la volonté de nombre d'Etats africains de jouer la carte de la diversification des partenariats économiques n'a fait que s'accroître. L'Union africaine en témoigne, profitant ainsi de décennies d'évolution en ce sens, portées par des chefs d'Etat africains. Mouammar Khadafi, au-delà de ses dérives dictatoriales et de son financement de diverses organisations terroristes, ne cessa par exemple de promouvoir un certain panafricanisme. Si, en France notamment, certains hommes politiques et affairistes restent convaincus de la suprématie du jeu français en Afrique, la réalité est désormais toute autre.

Certes, l'Union africaine a bien du mal à soutenir le rôle de la Cour pénale internationale (CPI) qui poursuit des dictateurs notoires, tel Omar el-Béchir [33], sachant qu'à sa tête, Robert Mugabe, lui-même largement désavoué à l'échelle internationale pour sa dérive autocratique et dictatoriale au Zimbabwe, a fustigé la CPI, à l'issue du 45ème sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine, en Afrique du Sud, en juin 2015. Au point de vouloir que l'Afrique n'y soit plus représentée. Cela renvoie à une réalité de l'Afrique qui contribue aussi à paralyser son envolée économique et sociale. Car l'Afrique souffre toujours et encore - certes de façon moins étendue qu'il y a encore quelques décennies - de la confiscation du pouvoir par des groupes claniques ou des minorités ethniques. Ces pratiques pèsent sur le plus grand nombre et se traduisent par l'appropriation des richesses, des moyens de production nationaux, avec des collusion et partenariats internationaux, via des circuits financiers et bancaires des plus nébuleux.

Quoiqu'il en soit, la volonté de divers Etats africains de prendre leur distance avec l'empreinte post-coloniale est palpable. Divers exemples en témoignent, à l'instar du souhait du président tchadien, Idriss Déby, mis en avant au cours de l'été 2015 [34], de vouloir ostraciser le Franc CFA et de promouvoir la création d'une monnaie africaine. Conjointement, il s'agit de favoriser une normalisation des relations entre la France et les pays africains sur un pied d'égalité, en faveur d'un véritable développement africain.

Responsabilisations face aux enjeux internationaux

En même temps, les pays africains, via l'Union africaine (UA), se doivent d'être crédibles dans le traitement des grands dossiers internationaux comme sur les questions de stabilisation et de lutte contre les menaces polymorphes [35]. Depuis les début des années 2000, ils expriment ainsi leur volonté de prendre en charge le devenir sécuritaire d'Afrique, de juguler plus efficacement les crises et conflits qui bouleversent de manière récurrente ce continent. Pour cela, l'UA a élaboré entre 2002 et 2005, une Architecture Africaine de Paix et de Sécurité (AAPS) [36] qui s'appuie notamment sur la constitution d'une Force Africaine en Attente (FAA), gérée par le Département paix et sécurité de l'UA, avec une mise en œuvre prévue pour 2015. Cette FAA s'inscrit dans un contexte où les années 2000 ont vu les pays africains participer de plus en plus aux opérations de maintien de la Paix.

Il n'en demeure pas moins que les pays africains ont toujours besoin du soutien occidental en la matière, en vertu de coopérations polyvalentes. Cela se traduit par le programme RECAMP (Renforcement des capacités africaines de maintien de la Paix) mis sur pied par la France depuis 1997, complété par la mise en place, en 2004-2005, d'un partenariat stratégique entre l'Union européenne et l'Union africaine. Ce à quoi s'ajoutent notamment les programmes britanniques ACPP et *British Peace Support Team* (BPST) [37], portugais PAMPA [38] et américain, avec l'*African Contingency Operations Training Assistance* (ACOTA) [39].

Et au-delà des dimensions nationales, l'Afrique doit assurément prendre toute la mesure des mutations environnementales et climatiques. Son développement à venir doit donc veiller à ne pas faire exploser le volume de gaz à effet de serre (GES). L'ambition internationale étant de contenir la hausse des températures à moins de 2°C, avec une politique d'entrée en vigueur en 2020. Mais l'objectif a, pour le moins déjà été tronqué par le peu de considération des pays industriels, ces 15 dernières années, face à cet impératif.

En préambule aux négociations sur le climat prévues à Paris, sous l'égide de l'ONU, fin 2015, l'Allemagne fut le cadre de premières réflexions sur la question à Bonn entre le 31 août et le 4 septembre 2015. Sur la cinquantaine de pays qui se sentent concernés, seuls quatre pays africains Gabon, Maroc, Éthiopie [40] et Kenya ont déjà fait état de résolutions pour réduire leur production de gaz à effet de serre.

L'Afrique, indéniablement, sera la première touchée de plein fouet par les répercussions du réchauffement planétaire, qui s'accélère : mouvements de population face à la désertification, crises alimentaires croissantes, ressources moindres en eau... Avec toutes les conséquences géopolitiques que l'on imagine. N'a-t-on pas prévenu, depuis des années déjà, qu'en 2050 l'Europe devrait faire face à un afflux de 50 millions de personnes venant frapper à ses frontières dans l'espoir - vain - d'y trouver terres d'accueil et de subsistance ? Les réfugiés climatiques seront assurément légions....

Retenons, donc que les prévisions économiques, et socio-démographiques sont de la plus grande importance pour l'Afrique puisqu'elle devrait représenter, au milieu du XXI^e siècle, le quart de la population terrestre. Si l'on peut encore dénoncer ici ou là diverses crises provoquées par les antagonismes claniques, sur fond de confiscation du pouvoir, il n'empêche que les processus électoraux bénéficient aujourd'hui à la moitié de la population africaine et doivent convaincre qu'une autre pratique de la politique est possible.

Reste à savoir si le reste du monde, notamment les pays occidentaux et asiatiques, sauront

aussi adapter leurs politiques de partenariat en promouvant une meilleure répartition des richesses, loin de tout jeu d'influence sclérosant. Corruption et affairisme ne font que susciter, en réaction, une certaine amertume sociale dont se nourrit le sectarisme religieux, sur fond de dogmes conflictuels et de terrorisme économique.

Il reste donc encore à conforter les progrès lancés au début des années 1990 en faveur de la consolidation des droits constitutionnels dans divers pays africains, loin des réflexes de constitution de partis uniques, de régimes militaires verrouillés ou de dictatures. Un processus qui ne peut s'appuyer que sur les classes moyennes, souvent hostiles aux autoritarismes et aux discours réducteurs.

[Les réseaux terroristes ancrés dans leurs approches dogmatiques, finalement nihilistes, se nourrissent des âmes perdues, de personnes plus ou moins désœuvrées, ou de personnes soumises, fanatisées par la propagande et les discours grandiloquents.](#) Cela contribue à consolider une main mise totalitaire de ces mêmes structures en lieu et place des Etats nationaux, dans une logique internationaliste. De Boko Haram, entre le Nigeria, le Cameroun et même le Niger, aux groupes affiliés à l'Etat islamique ou à Al Qaida, en passant par Daesh, ce sont ces véritables franchises du jihadisme international dans la vaste zone pansahélienne qui contribuent à une insécurité sclérosante, anxiogène, loin de toute logique constructive et réformatrice au profit des Africains. Le terrorisme ne fait que fragiliser les processus de démocratisation en Afrique. Une constatation qui n'a pas échappé notamment à la conférence ECAS (*European Conference on African Studies*) qui, en juillet 2015, réunissait à Paris, plus de 1 500 chercheurs et analystes du monde entier, réfléchissant sur les politiques de synergie collectives pour favoriser le développement multidimensionnel de l'Afrique.

Pour autant, il n'existe pas de fatalité. Il faut fédérer les femmes et les hommes de bonne volonté, animés par un altruisme constructif, pour amorcer une refonte en profondeur des jeux économiques. En cela, l'Afrique peut constituer une formidable chambre d'écho, même si les délais d'action sont désormais très serrés.

Copyright Octobre 2015-Le Pautremat/Diploweb.com

Plus

La carte au format pdf



Pour aller plus loin :

Sylvie BRUNEL, *L'Afrique est-elle si bien partie ?*, Paris, éd. Sciences Humaines, diffusion Seuil, 2015.

. Babacar GUÈYE, "La démocratie en Afrique : succès et résistances ", Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques, n°129, 129 - La démocratie en Afrique, p.5-26. URL : <http://www.revue-pouvoirs.fr/La-democratie-en-Afrique-succes-et.html>

. Philippe HUGON, *Géopolitique de l'Afrique*. Paris, Editions Armand Colin, 2013.

. Philippe HUGON, *L'économie de l'Afrique*. Paris, Editions La Découverte, collection « Repères », n°117.

. Pascal LE PAUTREMAT, « Zones grise : un concept nouveau pour les maux du nouveau siècle ? » in *Les zones grises dans le monde aujourd'hui. Le non-droit gangrène-t-il la planète ?* Paris, éditions L'Harmattan, collection « Défense », 2006, 281 pages.

. Pascal LE PAUTREMAT, « L'évolution du Programme RECAMP (Renforcement des Capacités africaines de Maintien de la Paix) ». in Pierre Pascallon et Pascal Chaigneau (dir.) *Conflictualités et politiques de sécurité et de défense en Afrique*. Paris, éditions L'Harmattan, collection Défense, 2012.

. Alain NONJON, Arnaud PAUTET, *L'Afrique, nouvelle frontière du XXIe siècle*. Paris, éditions Ellipses, 2014.

. Michel PIERRE, *Sahara, le grand récit*. Paris, éditions Belin, 2014.

P.-S.

Docteur en Histoire, diplômé en Défense et Relations internationales, Pascal Le Pautremat, spécialiste des crises et conflits contemporains, est chargé de cours en Economie internationale, Géopolitique et Sociologie et Doctrines politiques dans l'enseignement supérieur. A ce titre, il enseigne dans divers pôles universitaires et Instituts publics et privés, notamment à Sciences-Po Paris. Il collabore également avec l'Ecole de Guerre.

Notes

[1] La traite d'esclaves, en France, est abolie le 4 mars 1831 mais l'esclavage n'est supprimé qu'en 1848, par le décret du 27 avril. Dans les colonies britanniques, l'esclavage est progressivement aboli à partir d'août 1833 (Abolition Bill). Le servage en Russie est officiellement interdit en 1861 et l'esclavage aux Etats-Unis en 1865. Si, officiellement, la Mauritanie est le dernier pays à avoir aboli l'esclavage en 1981, il subsiste dans nombre de pays africains, ainsi que dans plusieurs Etats du Moyen-Orient, des situations assimilées à du néoesclavagisme.

[2] On peut renvoyer aux travaux de Jacques Marseille, notamment *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, paru en 1984 et réédité en 2005. Jacques

Marseille, Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce. Paris, éditions Albin Michel, Collection Bibliothèque de l'évolution de l'humanité, 2005, 638 pages.

[3] En Afrique subsaharienne, le nombre de musulmans est passé de 11 millions en 1900 à 234 millions en 2010. Les chrétiens ont progressé encore plus rapidement, passant de 7 millions à 470 millions. Le nord de l'Afrique est massivement musulman tandis que le sud est majoritairement chrétien.

[4] Ce processus est à intégrer dans la constante croissance démographique qui se serait ralenti depuis 2011, avec une hausse de 1,1% par an, contre 2 % auparavant. Nous serions inscrits dans un processus de stabilisation de la population mondiale qui, fin du XXI^e siècle, devrait être de 9 à 10 milliards de personnes. Cette décélération s'expliquerait par la diminution de la fécondité moyenne, soit à 2,5 enfants par femme aujourd'hui contre 5 en 1950

[5] On peut citer, par exemple, le taux de fécondité au Niger de 7 enfants par femme, ou encore celui de Somalie, soit 6,4 enfants par femmes. En République démocratique du Congo, le taux de fécondité est de 6,1 enfants/femme.

[6] Le Nigeria est actuellement le septième pays le plus peuplé avec près de 180 millions d'habitants et un taux de fécondité de 5,7, selon l'Institut national des Etudes démographiques (INED).

[7] L'auteur tient à remercier Charlotte Bezamat-Mantes pour son précieux travail de cartographie.

[8] Même s'il est en recul, le Sida a causé la mort de 2,1 millions d'Africains en 2003, contre 1,8 million en 2005 et 1,5 million en 2007, sachant qu'en moyenne, au gré de ces dernières décennies, la moitié de la population mondiale contaminée était africaine. Si le nombre de morts est en baisse de 30% en Afrique, le nombre des nouvelles contaminations connaît une baisse de 25% depuis 10 ans. Il reste encore beaucoup à faire pour démocratiser l'accès aux antirétroviraux (ARV). A la fin de l'année 2012, selon l'Onusida, seuls environ 7,5 millions de personnes de pays à revenus faibles et intermédiaire y avaient accès. En Afrique subsaharienne, selon l'ONSIDA, le nombre de nouvelles infections est passé de 2,6 millions en 2001 à 1,6 million en 2012. Quant au nombre de patients bénéficiant d'un traitement, leur nombre est passé de 50 000 en 2002 à 7,5 millions en 2012. Le Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, Zambie et Zimbabwe comptent parmi les pays les plus touchés par le virus du SIDA.

[9] Le paludisme, ou malaria, est causé par la piqûre d'un moustique, l'anophèle, qui transmet un parasite qui détruit les défenses immunitaires.

[10] Chaque jour, quelque 1 300 enfants africains, 82% d'entre eux ont moins de 5 ans, meurent de paludisme.

[11] Il s'agit du vaccin Mosquirix (dénommé également RTSS, mis au point par le par le groupe pharmaceutique britannique GlaxoSmithKline (GSK) en partenariat avec l'ONG Path

malaria vaccine initiative. Il est destiné à protéger les enfants en bas âge contre la malaria et le virus de l'hépatite B.

[12] Paul Benkimoun, « Pénurie de vaccins contre la méningite C en Afrique » in Le Monde, 12 août 2015. cf http://www.lemonde.fr/sante/article/2015/08/12/penurie-de-vaccins-contre-la-meningite-c-en-afrique_4722144_1651302.html#3BxIjT3UuC3lWG0s.99

[13] Sur le jeu d'influence de la France, voir notamment Jean-Pierre Bat, La fabrique des « barbouzes ». Histoire des réseaux Foccart en Afrique. Paris, éditions Nouveau Monde, collection « Grand Jeu », 2015.

[14] On peut citer la situation qui a endeuillé le Liberia et la Sierra Léone dans les années 2000, avec Charles Taylor, sur fond de commerce de diamants, etc.

[15] L'Afrique, à elle seule, dispose de 80 % des réserves mondiales de coltan. Près de 70% de la production mondiale de tantale relève de mines localisées au Canada, en République démocratique du Congo (RDC), au Rwanda, au Nigeria, outre celles d'Australie et du Brésil. Il faut environ 3,33 kilos de coltan pour parvenir à produire un kilogramme de tantale raffiné.

[16] L'essentiel des exportations s'effectue depuis le port de Dar es Salaam Tanzanie.

[17] Les actionnaires sont anglo-saxons, sud-africains et botswanais.

[18] A eux seuls, l'Arabie Saoudite, le Canada, l'Iran et le Venezuela possèdent 54,6 % des réserves mondiales de pétrole. La Russie disposerait de 4,9% des réserves mondiales.

[19] Les gisements localisés dans le prolongement sous-marin des fleuves Congo et Niger, qui étaient évalués à six milliards de barils en 1990, ont été ré estimés, en 2000, à quarante-sept milliards de barils.

[20] John Vidal, « Nigeria. Les marées noires oubliées du delta du Niger » in The Guardian, 3 juin 2010.

[21] Par définition, le terrorisme économique vise à s'en prendre aux infrastructures et/ou personnels des multinationales, par voie d'attentats, de destruction des locaux, ou de prises d'otages des « expatriés », qui sont libérés ensuite contre rançon. Il y a donc une graduation des actes de violence et de destruction commis.

[22] La pauvreté est répartie de manière irrégulière dans le pays, avec une forte concentration dans le nord-ouest, soit plus de 70% de la population contre environ 50% de la population dans le sud-ouest nigérian.

[23] John Vidal, « Nigeria. Les marées noires oubliées du delta du Niger » in The Guardian. Cf Courrier international, 3 juin 2010.

[24] En 2005, la Banque mondiale récupérait 700 millions de dollars détournés par Sani Abacha lorsqu'il était au pouvoir entre 1993 et 1998. En 2014, la Justice américaine lançait des procédures pour récupérer près d'un demi-milliard de dollars détournés par l'ex-dictateur et qui avaient transité par le système financier des Etats-Unis avant d'être répartis sur des comptes bancaires sur le continent européen (Jersey, France, Liechtenstein, Irlande, Royaume-Uni. Au total, Sani Abacha aurait détourné 2,4 milliards de dollars.

[25] L'or occupe ainsi la première place des matières premières assurant des recettes d'exportation du Mali, soit 70 % en 2012 ce qui constituait 15% de son PIB. Le Mali est ainsi le troisième producteur d'or d'Afrique après l'Afrique du Sud et le Ghana. Il occupe le neuvième rang mondial des producteurs d'or. En 2013, le Mali a produit 51 tonnes d'or, contre 50 tonnes (dont près de 4 tonnes produites de manière artisanale) en 2014, exporté En 2013, 67,4 tonnes, selon les données douanières, dont près de 20 tonnes issues de la production artisanale. En juin 2014, l'once d'or, soit 28 grammes, était fixé à 1 247,50 dollars US ou 922,30 euros. Le 28 août 2015, l'once d'or était évaluée à 1 130,09 dollars US.

[26] Il existe des réserves de gaz à Bourakébougou, 60 km de Bamako et à 45 km de Kati. Il s'agirait d'hydrogène à l'état pur (98,8 % d'hydrogène et 2 % de méthane et de nitrogène), ce qui est très rare.

[27] L'or et le gaz, par exemple, sont convoités par la société canado-malienne Petroma, les sociétés canadiennes Bumigeme et ABF Mines.

[28] Selon un rapport publié en 2006 par le bureau britannique du World Wide Fund (WWF), l'Union internationale pour la conservation de la nature et la Nigerian Conservation Foundation, le delta aurait subi, au cours des dernières cinquante années, une pollution causée par près d'1,5 million de tonnes de brut. L'administration nigériane a néanmoins reconnu que près de 7 000 marrées noires avaient été enregistrées entre 1970 et 2000 et qu'il existait près de 2 000 sites majeurs gravement pollués, sans compter des milliers d'autres .

[29] Les pollutions résultent du manque d'entretien des oléoducs, ou des captations sauvages et clandestines de l'or noir par les populations locales.

[30] L'oléoduc TNP permet le transit de 150 000 barils de brut par jour. Il a été fermé à plusieurs reprises, ces dernières années, à cause de dégradations subies et des obligations de réparations nécessaires.

[31] Voir notamment, Gabriel Kenedi, « Terres fertiles, pétrole : le Sud-Soudan, pays neuf à vendre » in Rue89.nouvelbos.com, 8 juillet 2011. Il existe de nombreux articles sur le sujet.

[32] Voir, pour un aperçu succinct, de la question, l'article suivant : « Vendre les terres africaines est une erreur » in SlateAfrique.fr, 24 janvier 2014.

[33] Omar el-Béchar est poursuivi par la CPI et doit répondre de dix chefs d'accusation : cinq chef de crimes contre l'humanité (meurtre, extermination, transfert forcé, torture,

viol), deux de crimes de guerre et trois de génocide. Deux mandats d'arrêt ont déjà été émis à son encontre, respectivement le 4 mars 2009 et le 12 juillet 2010. Divers ministres ou anciens ministres soudanais le sont également, à l'instar de Ahmed Haroun, ministre d'État pour les Affaires intérieures de 2003 à 2005, visé par 42 chefs d'accusation (20 chefs de crimes crime contre l'humanité et 22 autres pour crimes de guerre).

[34] Déclaration faite lors d'une conférence de presse à Abéché, e mardi 13 août 2015, à l'occasion des célébrations 55ème anniversaire de l'indépendance du Tchad.

[35] Ces menaces combinent radicalisme religieux, dérives claniques, sur fond de fondamentalisme musulman armé (AQMI, Boko haram par exemple, les bandes de brigandes transsahariennes, touaregs insurgés), économies parallèles et trafics illicites (drogues, armes, contrefaçons, être humains). Où l'on reparle des zones grises inscrites dans des logiques de crises politiques et socio-économiques.

[36] Cette architecture s'est mise en place, au gré de trois rendez-vous internationaux : à Durban, le 9 juillet 2002 avec l'adoption d'un protocole pour la création du Conseil de paix et de sécurité de l'UA ; à Syrte, en février 2004, où les pays africains se sont accordé pour lancer une politique africaine commune de défense et de sécurité ; enfin, à Abuja, en janvier 2005, où l'Union africaine a lancé un pacte de non agression et de défense commune.

[37] La politique britannique de prévention des conflits en Afrique est coordonnée au sein du Conflict Prevention Pool, structure interministérielle centralisant le financement de toutes les opérations visant à la prévention des conflits.

[38] Le Programme d'Appui aux Missions de la Paix en Afrique (PAMPA) destiné, en priorité, aux pays africains de langue officielle portugaise (PALOP) au Mozambique, en Angola, et au Cap-Vert.

[39] Avant 2002, il s'agissait de l'ACRI (African Crisis Response Initiative- Initiative de réaction aux crises africaines).

[40] Forte de 90 millions d'habitants, l'Éthiopie souhaite limiter ses émissions de GES de 64 % d'ici 2030.